

Région de l'Amérique latine et les Caraïbes (Iniciativa América Latina y Caribe Sin Hambre (ALCSH))

1) Qu'est-ce qui –dans votre pays- a entravé les chances des populations les plus pauvres et vulnérables d'accéder à une alimentation saine et sûre?

L'Amérique latine et les Caraïbes, ont souffert d'une forte hausse des prix des denrées alimentaires initiée fin 2006 qui s'est accélérée en 2008, contraignant les consommateurs à changer leurs habitudes alimentaires. Une partie importante des secteurs les plus vulnérables de la société ont été profondément affectés, entraînant ainsi une augmentation d'environ 6 millions de personnes supplémentaires souffrant d'insécurité alimentaire (de 45 à 51 millions).



Bien que l'indice des prix alimentaires de la FAO ait chuté depuis 2008, cela n'a pas eu d'impact significatif sur les prix payés par les consommateurs demeurés plus élevés qu'au cours des années précédentes. S'ajoutant à cela d'autres facteurs découlant de la crise financière, ont affecté les petits producteurs.

A cause notamment de la réduction des effectifs du secteur public dans les années 90 et de la chute des investissements, nationaux et internationaux, beaucoup de pays sont devenus des importateurs nets de produits alimentaires et ont été pris au dépourvu par la hausse des prix des denrées alimentaires: Disposant de stocks limités, et n'ayant pas les moyens de stimuler rapidement la production ils ont dû se résigner à payer plus cher la nourriture dont ils avaient besoin.

Cette situation a provoqué une crise qui a pratiquement effacé les progrès de ces 15 dernières années dans la lutte contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les prochains défis à relever résident dans l'augmentation du soutien aux petits agriculteurs et au renforcement et à l'extension des réseaux de protection sociale.

Les petits agriculteurs ont la capacité de produire davantage et de fournir de meilleurs produits, renforçant ainsi leur propre sécurité alimentaire et augmentant leurs revenus, mais pour ce faire, ils ont besoin d'appui : crédit, assistance technique, accès aux marchés, etc. C'est là une politique spécifique nécessaire à cette région depuis un certain temps mais beaucoup de pays n'en tiennent suffisamment pas compte dans leurs politiques publiques de production alimentaire.

Par ailleurs les réseaux de protection sociale comprenant à des transferts d'argent, des programmes d'alimentation scolaires et des paquets de mesures incitatives, se sont avérés efficaces pour aider les familles pauvres. Il est indispensable de renforcer et d'élargir les réseaux sociaux et les investissements dans le secteur de la petite agriculture.

2) Avez-vous vu des améliorations dans la lutte contre la faim et la malnutrition depuis la «Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: le défi du changement climatique et la bioénergie» qui s'est tenue en juin dernier au Siège de la FAO à Rome?

Depuis cette conférence et la situation d'urgence créée par l'envolée des prix des denrées alimentaires, il y a eu une amélioration significative dans certains aspects de la lutte contre la faim. La sécurité alimentaire est revenue à l'ordre du jour, au plan national et international, et de nombreux pays lui ont donné la priorité, quoique d'une façon déséquilibrée et pas toujours avec une vision intégrée.

Premièrement, l'effet de sensibilisation a été significatif, entraînant des gouvernements et des congrès à se rallier au combat contre la malnutrition. Des plans et les lois ont été votés ou sont en discussion dans plusieurs pays de la région: cinq pays disposent de lois relatives à la sécurité alimentaire et neuf autres discutent de ce sujet. Cet aspect est essentiel. Aussi le bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes et le projet qui soutient l'Initiative HFLAC oeuvrent dans ce sens, notamment en promouvant la création d'un front parlementaire régional contre la faim.

Deuxièmement, le besoin de coopération et d'efforts conjoints dans le cadre régional pour lutter contre la faim et s'engager plus fermement dans l' «Initiative pour une Amérique latine et des Caraïbes sans faim» est devenu explicite. Cette prise de conscience implique un effort considérable de la part des pays pour comprendre les effets du changement climatique sur leur capacité de produire de la nourriture et soulève des inquiétudes sur la vulnérabilité de l'environnement et de la sécurité alimentaire.



Cependant, l'impact principal de la crise alimentaire -à savoir la diminution du pouvoir d'achat des secteurs les plus pauvres de la société- persiste et doit toujours être traitée.

Contact: Juan Carlos García Cebolla, courrier électronique: juan.garciacebolla@fao.org